

E 3529

ASSEMBLÉE NATIONALE

DOUZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2006-2007

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 23 mai 2007

Enregistré à la Présidence du Sénat le 23 mai 2007

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Projet d'action commune 2007/x PESC du Conseil du relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union Européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC).

PESC RDC 2007



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 14 mai 2007

Objet: Projet d' action commune du Conseil relative à la mission de conseil et
 d'assistance de l'Union Européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité
 en République démocratique du Congo (RDC)

PROJET

ACTION COMMUNE 2007/.../PESC DU CONSEIL du

relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union Européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 14, son article 25, troisième alinéa, et son article 28, paragraphe 3, premier alinéa

considérant ce qui suit:

- (1) Suite à une invitation officielle du gouvernement de RDC, le Conseil a le 2 mai 2005 adopté l'action commune 2005/355/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC)¹ (EUSEC RD Congo), notamment en vue de soutenir le processus de transition en RDC, y compris la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée, instaurée par l'accord global et inclusif, signé par les parties congolaises à Pretoria le 17 décembre 2002, suivi par l'Acte Final signé à Sun City le 2 avril 2003.
- (2) Suite à la ratification en 2005 de la Constitution de la troisième République congolaise, la tenue des élections en RDC en 2006 a marqué la fin du processus de transition et permis la formation en 2007 d'un gouvernement ayant adopté un programme de gouvernement, prévoyant notamment une réforme globale du secteur de la sécurité, l'élaboration d'un concept national ainsi que des actions prioritaires de réforme dans les domaines de la police, des forces armées et de la justice.

¹ JO L 112 du 3.5.2005, p. 20. Action commune modifiée en dernier lieu par l'action commune 2007/192/PESC (JO L 87 du 28.3.2007, p. 22).

- (3) Les Nations Unies ont réaffirmé leur soutien au processus de transition et à la réforme du secteur de la sécurité au travers de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et mènent en RDC la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) qui contribue à la sécurité et à la stabilité dans le pays. *[Le [] 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution XXXX (2007) prolongeant le mandat de la MONUC et permettant sa contribution en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux, et plus particulièrement l'Union européenne, aux efforts visant à soutenir le gouvernement dans le processus initial de planification de la réforme du secteur de la sécurité.]*
- (4) L'Union européenne a démontré un soutien constant au processus de transition en RDC et à la réforme du secteur de la sécurité, y compris par l'adoption de deux autres actions communes; l'action commune 2004/847/PESC du 9 décembre 2004 relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée¹ (EUPOL Kinshasa) et l'action commune 2006/319/PESC du 27 avril 2006 relative à l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral² (Opération EUFOR RD Congo).
- (5) Consciente de l'intérêt d'adopter une approche globale conjuguant les différentes initiatives engagées, l'UE a indiqué, dans les conclusions adoptées par le Conseil le 15 septembre 2006, sa disponibilité à assurer la coordination des efforts déployés par la communauté internationale dans le secteur de la sécurité, en étroite coopération avec les Nations unies, pour soutenir les autorités congolaises dans ce domaine.
- (6) Le [14 mai] 2007, le Conseil a approuvé un concept général révisé relatif à la poursuite de la mission de conseil et d'assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo.

¹ JO L 367 du 14.12.2004, p. 30. Action commune modifiée en dernier lieu par l'action commune 200//PESC (JO L 346 du 9.12.2006, p. 67).

² JO L 116 du 29.4.2006, p.98. Action commune abrogée par l'action commune 2007/147/PESC (JO L 64 du 2.3.2007, p. 44).

- (7) Le [14 mai]2007, le Conseil a approuvé un concept d'opérations relatif à la mission PESD RSS de police et son interface avec la justice en République démocratique du Congo. En suite, le [...] 2007, le Conseil a adopté l'action commune [] (EUPOL RD Congo). Cette mission va remplacer la mission EUPOL Kinshasa.
- (8) A cet égard, le Conseil est convenu d'adopter des mesures favorisant les synergies entre les deux missions tenant compte également de la perspective du passage éventuel des deux missions vers une mission unique.
- (9) Afin de renforcer la cohérence des activités de l'UE en RDC, une coordination la plus étroite possible entre les différents acteurs de l'UE devrait être assurée à Kinshasa ainsi qu'à Bruxelles, notamment à travers d'arrangements appropriés. Le représentant spécial de l'Union européenne (RSUE) pour la région des Grands Lacs africains devrait remplir un rôle clé à cet égard, compte tenu de son mandat.
- (10) Le 15 février 2007, le Conseil a adopté l'action commune 2007/112/PESC¹, portant sur la nomination du M. Roeland VAN DE GEER en qualité de nouveau RSUE pour la région des Grands Lacs africains.
- (11) Le Secrétaire général/Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (SG/HR) a adressé au gouvernement de la RDC une lettre en date du [...] présentant l'engagement renouvelé de l'Union européenne.
- (12) L'action commune 2005/355/PESC a été modifiée plusieurs fois afin de renforcer la mission, notamment par l'action commune 2005/868/PESC relative à la mise en œuvre d'un projet d'assistance technique portant sur la modernisation de la chaîne de paiement du ministère de la défense en RDC et par l'action commune 2007/192/PESC relative à l'installation d'une cellule chargée du soutien aux projets spécifiques financés ou mis en œuvre par des États membres et des conseillers au niveau des administrations militaires provinciales. Le mandat de la mission s'étend jusqu'au 30 juin 2007 et devrait être prorogé et révisé à la lumière du concept révisé pour la mission.

¹ JO L 46 du 16.2.2007, p. 79.

- (13) Pour des raisons de clarté, il convient de remplacer ladite action commune et ses amendements successifs par une nouvelle action commune.
- (14) Il conviendrait que des États tiers participent au projet conformément aux orientations générales définies par le Conseil européen.
- (15) La situation actuelle en matière de sécurité en RDC pourrait se dégrader, ce qui aurait des répercussions potentiellement graves sur le processus de renforcement de la démocratie, de l'État de droit et de la sécurité au niveau international et régional. Un engagement continu de l'Union en termes d'effort politique et de ressources contribuera à asseoir la stabilité dans la région,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE ACTION COMMUNE:

Article premier

Mission

1. L'Union européenne conduit une mission de conseil et d'assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC), appelée EUSEC RD Congo, en vue de contribuer à l'achèvement de l'intégration des différentes factions armées en République Démocratique du Congo et de contribuer aux efforts congolais de restructuration et de reconstruction de l'armée congolaise. La mission doit fournir conseil et assistance directement aux autorités congolaises compétentes ou à travers des projets concrets en veillant à promouvoir des politiques compatibles avec les droits de l'homme et le droit international humanitaire, les normes démocratiques et les principes de bonne gestion des affaires publiques, de transparence et de respect de l'Etat de droit.
2. La mission agit conformément aux dispositions contenus dans le mandat qui figure à l'article 2.

Article 2

Mandat

La mission vise, en étroite coopération et coordination avec les autres acteurs de la communauté internationale, en particulier les Nations unies, et en poursuivant les objectifs fixés à l'article 1, à apporter un soutien concret dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité en République démocratique du Congo (RDC), tel que défini dans le concept général révisé, y compris:

- a) fournir conseil et assistance aux autorités congolaises dans leurs travaux visant à l'intégration, la restructuration et la reconstruction de l'armée congolaise, notamment en:
 - contribuant au développement des différents concepts et politiques nationaux, y compris aux travaux sur des aspects horizontaux englobant l'ensemble des domaines impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité en RDC;
 - fournissant un soutien aux comités et instances impliqués dans ces travaux ainsi qu'en contribuant à la définition des priorités et besoins concrets des Congolais;
- b) conduire et mener à son terme le projet d'assistance technique relatif à la modernisation de la chaîne de paiement du ministère de la défense en RDC, ci-après dénommé "projet de chaîne de paiement", afin de remplir les tâches définies dans le concept général relatif à ce projet;

- c) identifier et contribuer à l'élaboration de différents projets et options que l'Union européenne ou ses Etats membres peuvent décider de soutenir en matière de réforme du secteur de sécurité;
- d) superviser et assurer la mise en œuvre de projets spécifiques financés ou initiés par les Etats membres dans le cadre des objectifs de la mission, en co-ordination avec la Commission.

Article 3

Structure de la mission

La mission est structurée comme suit:

- a) un bureau à Kinshasa, comprenant notamment:
 - la direction de la mission;
 - des experts affectés dans une équipe chargée de contribuer aux travaux relatifs à la réforme du secteur de la sécurité conduits par l'administration congolaise au niveau interministériel;
 - des experts affectés au sein d'une cellule chargée notamment de l'identification des projets spécifiques financés ou mis en œuvre par des États membres et du soutien à ceux-ci.
- b) des conseillers affectés aux postes clé de l'administration centrale du ministère de la défense à Kinshasa ainsi qu'auprès des administrations provinciales dépendant de ce ministère de la défense.
- c) une équipe chargée du projet de chaîne de paiement comprenant:
 - un chef de projet, basé à Kinshasa, nommé par le chef de la mission et agissant sous son autorité;
 - une division "conseil, expertise et réalisation" basée à Kinshasa, composée du personnel non affecté auprès des états majors de brigades intégrées, y compris une équipe mobile d'experts participant au contrôle des effectifs militaires des brigades intégrées; et
 - des experts affectés auprès des états majors de brigades intégrées.

Article 4

Plan de mise en œuvre

Le Chef de la mission, assisté par le Secrétariat Général du Conseil, élabore un plan de mise en œuvre révisé de la mission qui est approuvé par le Conseil.

Article 5

Chef de la mission

1. Le général Pierre Michel JOANA est nommé chef de la mission. Il assure la gestion quotidienne de la mission et est responsable du personnel et des questions disciplinaires.
2. Dans le cadre du mandat de la mission tel que décrit à l'article 2 (d), le chef de mission est autorisé à recourir à des contributions financières des Etats membres. A cette fin, le chef de la mission conclut un arrangement avec les Etats membres concernés. Ces arrangements règlent notamment les modalités spécifiques concernant la réponse à toute plainte émanant de tiers concernant des dommages encourus du fait d'actes ou d'omissions commis par le chef de la mission dans l'emploi des fonds mis à sa disposition par les États membres contributeurs.

En aucun cas, la responsabilité de l'Union européenne ou du SG/HR, ne peut être engagée par les États membres contributeurs du fait d'actes ou d'omissions commis par le chef de la mission dans l'emploi des fonds de ces États.

Les Etats membres prennent à leur charge la réparation des dommages susceptibles d'être causés à des tiers du fait d'actes ou d'omissions commis par le chef de la mission dans l'emploi de ces fonds, sauf en cas de faute grave ou d'intention de nuire de la part de celui-ci.

3. Afin d'exécuter le budget de la mission, le chef de la mission signe un contrat avec la Commission.
4. Le Chef de la Mission collabore avec le RSUE.

Article 6

Personnel

1. Les experts de la mission sont détachés par les États membres et par les institutions de l'UE. À l'exception du chef de la mission, chaque État membre ou institution prend en charge les dépenses afférentes aux experts qu'il détache, y compris les salaires, la couverture médicale, les frais de voyage à destination et au départ de la RDC et les indemnités, à l'exclusion des indemnités journalières de subsistance.
2. Tous les experts de la mission restent sous l'autorité de l'État membre ou de l'institution de l'UE compétents, exercent leurs fonctions et agissent dans l'intérêt de la mission. Tant pendant la mission qu'après celle-ci, les experts de la mission sont tenus d'observer la plus grande discrétion sur tout ce qui concerne les faits et informations y afférents.
3. La mission recrute, en fonction des besoins, du personnel civil international et du personnel local sur une base contractuelle.

Article 7

Chaîne hiérarchique

1. La mission possède une chaîne hiérarchique unifiée.
2. Le Comité politique et de sécurité (COPS) assure le contrôle politique et la direction stratégique.
3. Le SG/HR donne des orientations au chef de mission par l'intermédiaire du RSUE.
4. Le chef de mission dirige l'équipe de conseil et d'assistance, assure sa gestion quotidienne et rend compte au SG/HR par l'intermédiaire du RSUE.
5. Le RSUE rend compte au Conseil par l'intermédiaire du SG/HR.

Article 8

Contrôle politique et direction stratégique

1. Sous la responsabilité du Conseil, le COPS exerce le contrôle politique et la direction stratégique de la mission. Le Conseil autorise le COPS à prendre les décisions pertinentes conformément à l'article 25 du traité. Cette autorisation inclut le pouvoir de modifier le plan de mise en œuvre la chaîne hiérarchique. Elle porte également sur les compétences nécessaires pour prendre des décisions ultérieures concernant la nomination du chef de la mission. Le pouvoir de décision pour ce qui est des objectifs et de la fin de la mission demeure du ressort du Conseil, assisté par le SG/HR.
2. Le RSUE fournit au chef de la mission des orientations politiques nécessaires à son action au niveau local.
3. Le COPS rend compte au Conseil à intervalles réguliers.
4. Le COPS reçoit à intervalles réguliers des rapports du chef de la mission en ce qui concerne la conduite de celle-ci. Le COPS peut inviter le chef de la mission à ses réunions, en tant que de besoin.

Article 9

Dispositions financières

1. Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission est de [...] EUR.
2. Pour ce qui est des dépenses financées par le montant prévu au paragraphe 1, les dispositions suivantes s'appliquent:
 - a) les dépenses sont gérées conformément aux règles et procédures de la Communauté européenne applicables en matière budgétaire, à cette exception près qu'aucun préfinancement ne demeure la propriété de la Communauté. Les ressortissants d'États tiers sont autorisés à soumissionner;

- b) le chef de la mission rend pleinement compte à la Commission, qui supervise son action, des activités entreprises dans le cadre de son contrat.
3. Les dispositions financières respectent les exigences opérationnelles de la mission, y compris la compatibilité des équipements.

Article 10

Participation des États tiers

1. Sans préjudice de l'autonomie décisionnelle de l'UE et de son cadre institutionnel unique, des États tiers peuvent être invités à apporter une contribution à la mission, étant entendu qu'ils prendront en charge les coûts découlant du personnel qu'ils détacheront, y compris les salaires, l'assurance "haut risque", les indemnités journalières de subsistance et les frais de voyage à destination et au départ de la RDC, et qu'ils contribueront d'une manière appropriée aux frais de fonctionnement de la mission.
2. Les États tiers qui apportent des contributions à la mission ont les mêmes droits et obligations en termes de gestion quotidienne du projet que les États membres de l'UE.
3. Le Conseil autorise le COPS à prendre les décisions pertinentes relatives à l'acceptation des contributions proposées et à mettre en place un comité des contributeurs.
4. Les modalités précises relatives à la participation des États tiers font l'objet d'un accord conclu conformément à la procédure visée à l'article 24 du traité. Le SG/HR, qui assiste la présidence, peut négocier ces modalités au nom de celle-ci. Si l'UE et un État tiers ont conclu un accord établissant un cadre pour la participation dudit État tiers à des opérations de gestion de crise de l'UE, les dispositions dudit accord s'appliquent dans le cadre de la mission.

Article 11

Action communautaire

Le Conseil et la Commission veillent, chacun selon ses compétences, à la cohérence de la présente action commune avec les activités extérieures de la Communauté, conformément à l'article 3,

deuxième alinéa, du traité sur l'Union européenne. Le Conseil et la Commission coopèrent à cette fin.

Article 12

Cohérence et coordination

1. Sans préjudice de la chaîne hiérarchique, le chef de la mission EUSEC RD Congo et le chef de la mission EUPOL RD Congo coordonnent étroitement leurs actions et recherchent les synergies entre les deux missions, en particulier en ce qui concerne les aspects horizontaux de la réforme du secteur de sécurité en RDC.
2. Sans préjudice de la chaîne hiérarchique, le chef de la mission agit également en étroite coordination avec la délégation de la Commission.
3. Conformément à son mandat, le RSUE veille à la cohérence des actions entreprises par la mission EUSEC et la mission EUPOL RD Congo. Il contribue à la coordination conduite avec les autres acteurs internationaux engagés dans la réforme du secteur de sécurité en RDC.
4. Le chef de la mission coopère avec les autres acteurs internationaux présents, en particulier la MONUC ainsi que les États tiers engagés en RDC.
5. Des arrangements relatifs à la co-ordination des activités de l'UE en RDC sont mis en place à Kinshasa, ainsi qu'à Bruxelles.

Article 13

Communication d'informations classifiées

1. Le Secrétaire général/Haut représentant est autorisé à communiquer aux États tiers associés à la présente action commune, des informations et documents classifiés de l'Union jusqu'au niveau "CONFIDENTIEL UE" établis aux fins de l'opération, conformément au règlement de sécurité du Conseil.
2. Le Secrétaire Général/Haut représentant est par ailleurs autorisé à communiquer aux Nations unies, en fonction des besoins opérationnels de la mission, des informations et documents classifiés de l'Union jusqu'au niveau "RESTREINT UE" établis aux fins de l'opération,

conformément au règlement de sécurité du Conseil. Des arrangements locaux seront établis à cet effet.

3. En cas de besoin opérationnel précis et immédiat, le Secrétaire Général/Haut représentant est par ailleurs autorisé à communiquer à l'État hôte des informations et documents classifiés de l'Union jusqu'au niveau "RESTREINT UE" établis aux fins de l'opération, conformément au règlement de sécurité du Conseil. Dans tous les autres cas, ces informations et documents seront communiqués à l'État hôte selon les procédures appropriées au niveau de coopération de l'État hôte avec l'Union.

4. Le Secrétaire Général/Haut représentant est autorisé à communiquer aux États tiers associés à la présente action commune des documents non classifiés de l'Union ayant trait aux délibérations du Conseil relatives à l'opération et relevant du secret professionnel conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement intérieur du Conseil.

Article 14

Statut de la mission et son personnel

1. Le statut du personnel de la mission, y compris, le cas échéant, les privilèges, immunités et autres garanties nécessaires à l'exécution et au bon déroulement de la mission, est arrêté conformément à la procédure prévue à l'article 24 du traité sur l'Union européenne. Le SG/HR, qui seconde la présidence, peut négocier ces modalités au nom de celle-ci.

2. Il appartient à l'État ou à l'institution communautaire ayant détaché un agent de répondre à toute plainte liée au détachement, qu'elle émane de cet agent ou qu'elle le concerne. Il appartient à l'État ou à l'institution communautaire en question d'intenter toute action contre l'agent détaché.

Article 15

Révision de la mission

Le COPS agréé sur base d'un rapport du Secrétariat Général du Conseil, présenté au plus tard en mars 2008, des recommandations au Conseil en vue de la prise d'une décision sur le passage éventuel des deux missions EUSEC RD Congo et EUPOL RD Congo vers une mission unique.

Article 16

Abrogation

L'action commune 2005/355/PESC est abrogée.

Article 17

Entrée en vigueur, durée et dépenses

1. La présente action commune entre en vigueur le jour de son adoption. Elle s'applique jusqu'au 30 juin 2008.
2. Les dépenses visées à l'article 9 sont éligibles dès l'adoption de l'action commune.

Article 18

Publication

La présente action commune est publiée au Journal officiel de l'Union européenne.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président
